

## Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Samedi 25 avril 1981

N°113

PRIX:

Pour la construction

d'un parti ouvrier

Pour l'émancipation

Martinique et de

Pour la reconstruc -

tion de la IVéme

Internationale.

révolutionnaire

Guadeloupe.

des peuples

Guadeloupe.

Martinique et

Antilles 2 F France 3 F

de

## : Editorial

**ÉLECTIONS DU 26 AVRIL: POUR DIRE QUE NOUS NE VOULONS PLUS ÊTRE DES ÉTRANGERS** DANS NOTRE PROPRE PAYS... OU DES ÉMIGRÉS EN FRANCE, **ABSTENTION MASSIVE!** 

Dimanche 26 avril, ce seront les élections pour désigner le président de la République française, c'est-àdire pour désigner, en France, l'homme qui par sa politique cherchera à tromper et faire accepter aux travailleurs de France et des colonies sacrifices et autres méfaits en invoquant la crise économique. Il s'agira pour celui qui sera le président de faire taire le mécontentement devant le chômage et la hausse des prix, devant les difficultés croissantes de la vie.

Mais ces mêmes hommes qui, de gauche à droite, disent à l'avance aux travailleurs qu'ils n'auront droit qu'aux efforts et aux sacrifices avertissent déjà les capitalistes qu'ils ne leur feront rien. On peut vainement chercher un mot menaçant envers les capitalistes dans la bouche de Mitterrand et évidemment pas dans celle de Giscard ou Chirac.

Le chef de l'Etat que l'on présente comme un homme au dessus des partis et des classes ne peut en réalité que gouverner en privilégiant les intérêts des puissances d'argent. Au mieux pourra-t-il composer et tenter d'obtenir quelques aménagements pour les plus miséreux d'entre les pauvres.

On a pu voir avec quel sans gêne les représentants de Giscard sont venus faire campagne ici nous demandant de dire « Merci papa » à Giscard pour tout son « bienfait »! Et pourquoi? Parce que des lois en vigueur en France depuis 1945 n'avaient pas été pendant 23 ans appliquées et qu'on

Il est tout à fait indécent de voir avec quelle insouciance de notre dignité ces gens sont venus nous réclamer des votes au nom d'une reconnaissance. Et un ministre Peyrefitte a même laché ce mot « reconnaissance ». Et pourquoi donc les Antillais seraient-ils reconnaissants?

Des maigres salaires, de la vie misérable que mène la plupart d'entre eux dans les bidons-villes de Pointe-à-Pitre-Gosier-Abymes ou dans ceux de Fort-de-France et des autres communes de Guadeloupe et de Martinique? Pourquoi seraient-ils reconnaissants? Pour être chassés de leur pays par le chômage et être obligés, au prix de mille difficultés, de vivre en France. Etrangers dans leur pays, les Antillais se retrouvent comme des « émigrés » en France et non comme des citoyens à part entière.

Oui « étrangers » dans leur propre

SUITE PAGE 4

## LE 26 AVRIL ET LE 10 MAI: **ABSTENTION MASSIVE!**

## PREMIER MAI, CRIONS NOTRE ASPIRATION LA DIGNITÉ.

L'aspiration à la dignité se manifeste tous les jours un peu plus depuis des mois aux Antilles.

Cette aspiration doit apparaître lors des manifestations du premier mai en Guadeloupe et Martinique. Ce sont des jeunes, hommes et femmes qui posent des bombes et s'en prennent aux symboles de l'ordre colonial. Ce sont beaucoup d'Antillais, de jeunes et de moins jeunes qui se reconnaissent en eux, même si ils ne sont peut-être pas prêts à les imiter dans l'immédiat.

En tout cas, le soutien populaire aux emprisonnés du GLA s'est manifesté avec éloquence dans des meetings et des manifestations.

La presse rapporte que depuis quelque temps des dommages sont régulièrement causés aux biens (magasins, voitures, habitations...) des blancs.

Tout dernièrement, ce sont des vitrines de magasins tenus par des blancs qui volaient en éclats sous les coups de pierres lancés par des jeunes en Guadeloupe.

Il faut voir dans ces gestes certainement là aussi, une manifestation de la colère qui gronde contre la situation que nous vivons aux Antilles.

Notre pays est dirigé par des Blancs, à tous les niveaux et cette manifestation éclatante de « l'ordre colonial » devient de plus en plus intolérable pour bon nombre de jeunes et pour la population en général. Elle le devient d'autant plus que les effets de la crise économique plonge de jour en jour le pays dans des difficultés importantes.

On a vu par exemple la petite boulangerie locale protester contre le risque d'être étouffée par l'apparition d'une boulangerie industrielle filiale de grosses sociétés françaises comme la SERVAIR et Air-France. Les capitalistes français veulent s'accaparer de toute l'économie antillaise, même des « miettes » pour râcler quelques profits supplémentaires. Et cela, bien sûr, se fait au détriment de la population locale.

Cela choque profondément la population, les travailleurs des villes comme ceux des campagnes, les ouvriers comme les petits commerçants et arti-

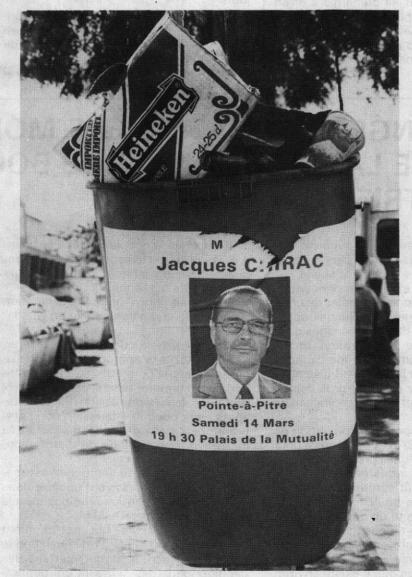
Et même dans les petites choses de la vie quotidienne perce le ressentiment de la population face à la situation coloniale qu'elle vit. C'est tous les jours que l'on peut entendre les réflexions exprimant la colère de voir s'installer des blancs ici, de les voir tout diriger, alors que la population noire elle, est contrainte à l'exil pour avoir du travail... Et, de plus en plus s'expriment des sentiments de rejet à l'égard des Blancs et de ceux qui représentent ici l'administration coloniale.

C'est pour cette raison que tant en Martinique qu'en Guadeloupe, le pouvoir

SUITE PAGE 4

**MAUGÉE ET BEAUJOUR** LETTRES DE **PRISON** (page 2)

## LES BULLETINS DE VOTE À LA POUBELLE!



Comme nous y invitent les colleurs d'affiches de Chirac eux-mêmes, le 26 avril et le 10 mai, mettons les bulletins de vote dans les poubelles pour dire ce que nous pensons du pouvoir blanc et de ses élections présidentielles...

## LETTRES DE PRISON DE BEAUJOUR ET MAUGÉE.

### G.BEAUJOUR: « POUR LES JEUNES, LA PRISON EST UNE PUNITION... ÇA NE **CORRIGE RIEN »!**



Ce qui frappe c'est la lenteur avec laquelle le temps s'écoule. Les journées se suivent et se ressemblent, toujours aussi vides les unes que les autres. On ne fait rien, il n'y a rien à faire. C'est pourquoi les prévenus demandent à travailler. Ce n'est pas pour l'argent : l'on fait au mieux 800 F par mois ! mais c'est pour s'occuper. Un ancien condamné me dit : « le temps passe plus vite ainsi ». Mais, comme en dehors, il n'y a pas de travail à l'intérieur de la prison! Mis à part le personnel de corvée (service général) qui fait marcher la prison, il y a un atelier où l'on tresse de la paille et un autre atelier où on vernit l'écaille de tortues. Mais on manque toujours de matières premières, ce qui fait que cela ne fonctionne qu'à moitié.

En ce qui concerne l'apprentissage au travail, c'est complètement raté. Les prévenus restent de longs mois sans rien faire, et les condamnés eux-mêmes n'ont pas assez de travail.

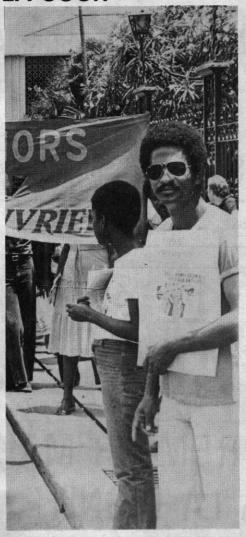
En ce qui concerne la capacité de la prison de corriger les défauts, là aussi c'est faux. Je n'ai jamais entendu un détenu dire qu'on ne l'y reprendra plus et qu'il va changer de vie. Tous savent qu'il n'y a pas d'espoir dehors. Un jeune entré pour drogue me disait : « Je n'ai rien à faire quand je sortirai ». La prison est donc une punition et rien de plus. Mais ça ne corrige rien.

Les cellules sont sales. Les ravets pullulent encore plus. Mon compagnon de cellule a tué une souris et il en a attrapé une qu'il veut apprivoiser!

Signaler un bon nombre de contraintes par corps : ce sont les gens condamnés à des peines d'amendes et qui ne peuvent pas les payer. Inutile de dire que les contraintes par corps touchent les plus pauvres, ceux qui ne peuvent payer leurs

Il y a aussi un potentiel de refus de la société actuelle chez les détenus : ils savent que leurs ennemis c'est le procureur et le juge d'instruction. Les détenus nous voient assez bien, comme des gens qui n'ont pas peur de la justice et qui ne demandent pas de faveurs. Les journaux sont lus avidement par les prisonniers. Beaucoup discutent politique avec nous.

### MAUGÉE: « ... LA NOURRITURE INFECTE EST SUJET À GRAND DÉBAT DANS LA COUR »



Nous avons pu obtenir les journaux, sauf Justice et Lutte Ouvrière. Ceci tout en nous faisant comprendre que c'est parce que c'est nous. Mais les autres détenus n'y ont pas droit. Alors que normalement on leur propose: Minute, Paris-Match, Hara Kiri, et toute une collection de porno : Lui, etc.

Aujourd'hui encore, un jeune prévenu a reçu une amende envoyée par huissier pour une vieille affaire de mobylette sans assurance. Déjà qu'il avait 700 F à payer et qu'il ne pouvait pas. Voilà que la somme vient de doubler! Il est en prison depuis 8 mois comme prévenu, (c'est-àdire sans être jugé, NDLR). Conclusion, le temps passé à purger sa peine fera donc encore monter la note. Et une fois

sorti il n'aura plus qu'à revenir en taule pour dette impayée! Il a 25 ans. Il y a deux semaines de cela, un autre, c'était pour un accident qu'il avait eu, on lui réclamait 2500 F. Il ne travaille pas.

Tous les jours, la nourriture infecte est sujet à grand débat dans la cour. Contrairement aux prisons françaises, aucune formation professionnelle n'est donnée. Je suis maintenant seul dans ma cellule  $(4 \text{ m} \times 3 \text{ m} 50 \times 4 \text{ m} \text{ h})$  et j'ai dû subir hier un internement de 14 h 30 jusqu'au lendemain 10 h 30. Soit 20 h sans voir l'extérieur : quelqu'un, le soleil, un coup d'air frais. Heureusement qu'il y a la lecture. Sur toute une liste que je leur ai présentée ils m'ont apporté deux Zola.

### **GASPILLAGE ORGANISÉ ET MENACE CONTRE LES PEUPLES DES ANTILLES**

La semaine dernière, on a entendu des grondements de moteurs au-dessus de la Zone Industrielle ; c'était des avions de combat « Jaguar » qui s'amusaient à décoller et atterrir sur la piste du Lamen-

Quelques jours plus tôt, les mêmes démonstrations avaient lieu sur l'aéroport du Raizet en Guadeloupe.

Il paraît que c'est la première fois que les forces aériennes aux Antilles-Guyane accueillent des appareils de combat. Ces appareils - quatre Jaguars passaient en effet par Pointe-à-Pitre et Fort-de-France au retour dit-on d'une mission aux Etats-

Ils étaient accompagnés d'un avion CF 135 F et d'un Transall.

L'armée française a donc voulu vérifier que des avions de combat pouvaient opérer aux Antilles. C'est maintenant chose faite.

## COMMUNIQUÉ DE LA CGTM DES SERVICES DE SANTÉ

« Dans le cadre de sa campagne de lutte contre le chômage, le syndicat CGTM des Services de Santé demande à tous les chômeurs (travailleurs remplaçants dans les hôpitaux, diplômés sans emplois, Antillais de retour au pays sans travail) de prendre contact avec les responsables suivants: Hôpital St Esprit, Mme Feyval; hôpital de Trois-Ilets, Mme Prud'homme ; hôpital du Lamentin, Mme Nisimas; hôpital du François, Mme Isly; hôpital du Robert, Mlle Elana; hôpital de Trinité, Mme Caius ; hôpital du Lorrain ; Mme Tanic ; hôpital de Fort-de-France, Mlle Collot (Civil); laboratoire départemental d'hygiène, Mme Gratiant ; hôpital de St Pierre, Mme Grelet.

Par ailleurs une permanence est assurée de tous les lundis de 16 h à 18 h à la Maison des Syndicats salle Nº6 ».

Pour le Syndicat CGTM des Services

Ghislaine Joachim-Arnaud

de Santé

En plus des Boeing, de gendarmes mobiles et des hélicoptères de la gendarmerie, la population antillaise est maintenant surveillée par avions supersoni-

Mais ces petits jeux de « Jaguar » coûtent cher en carburant, matériel et personnel.

Et tandis qu'on dépense des milliards à ces engins de mort, on nous demande de faire des « économies d'énergie » et on colle sur tous les murs de Fort-de-France des affiches appelant les consommateurs à dire « Stop au gaspillage ».

Il y en a qui ne manquent vraiment pas de culot!

### **GLA: NOUVELLE ARRESTATION. A BAS LA**

## REPRESSION COLONIALE.

Un nouveau membre présumé du GLA a été arrêté et transféré en France. Il s'agit de Renée Elise, la première femme arrêtée dans le cadre de la répression qui frappe le GLA...

Il semble que d'autres interpellations ou arrestations aient eu lieu depuis deux

D'autre part, les militants déjà emprisonnés en France sont toujours au secret, paraît-il pour « les nécessités de l'instruction »...

Cependant, l'action de solidarité entre-

prise par l'ensemble des organisations anticolonialistes se poursuit. Jeudi 16 avril un meeting s'est tenu au bourg du Lamentin en présence d'une centaine de personnes. Un autre meeting doit se tenir cette semaine à Port-Louis. D'autres actions auront lieu par la suite.

Il s'agit de ne pas laisser le pouvoir colonial poursuivre sa répression sans

SOLIDARITÉ AVEC LES MILITANTS DU GLA FRAPPÉS PAR LA RÉPRESSION.

## **BOULANGERS ET PÂTISSIERS MOBILISÉS** CONTRE LA CRÉATION D'UNE BOULANGERIE INDUSTRIELLE.

La grève décidée par le syndicat des boulangers et patissiers le mardi 21 avril, a été très largement suivie,

Les boulangers et les pâtissiers entendaient protester contre le projet de création d'une boulangerie en Guadeloupe.

Ce projet arrive dans les bagages de la SORI (Société de Restauration Industrielle), société dont 50 % des capitaux appartiendraient à la SERVAIR (liée à Air France) et le reste à Elisée, gros capitaliste martiniquais et Marry, capitaliste de Guadeloupe.

Ainsi la SORI reprend l'exploitation de la société SORESBAR et elle a aussi pour objet la création d'une cuisine centrale et d'une boulangerie industrielle.

Un tel projet peut surprendre.

Le secteur de la boulangerie est-il un secteur qui nécessite un développement particulier? N'y a-t-il pas ici, en Guadeloupe, des gens qui s'en occupent et qui vivent de leur travail?

Mais bien sûr que oui. Il existe environ 130 boulangers qui emploient chacun plusieurs ouvriers. Ils se sont organisés au cours des dernières années et assurent la fabrication et la distribution du

pain sans que la population ait à se plainare. De plus, cette profession directement ou indirectement plusieurs centaines de personnes.

Quel serait donc l'intérêt de la création d'une boulangerie industrielle en Guade-

Assurément aucun. Elle essaierait sans doute de s'approprier une grosse part du marché pour être rentable, quitte à, dans un premier temps, casser les prix pratiqués dans la profession. Par la suite, après avoir conduit à la faillite bon nombre de petits artisans, elle imposerait sa loi, ses prix, son mode de distribution,

Voilà sans doute le genre d'investissements que Dijoud essaie d'appâter dans ces colloques ou autres réunions pour le développement des DOM.

Des investisseurs qui se moquent éperdument en fait d'un quelconque « développement » et qui mettent des capitaux dans des secteurs qui permettraient de réaliser des bénéfices immédiats et faciles en anéantissant le travail de centaines de petits et moyens artisans, de centaines d'ouvriers.

La préfecture et aussi la Chambre de genre de promoteurs et d'investisseurs. Les boulangers l'ont bien vu. Malgré les démarches qu'ils ont faites auprès de l'administration préfectorale et de la Chambre de Commerce pour leur signifier leurs craintes, ils n'ont reçu aucune réponse. Et c'est par les publications officielles qu'ils ont su que la société avait été bel et bien créée et que pour cela elle avait obtenu tous les accords

Des investisseurs qui sont prêts à mettre leurs deux mains dans les poches des Antillais pour arracher les derniers sous qu'il leur reste, pour se dépêcher de les envoyer en France ou en Suisse, voilà ceux qui sont favorisés par l'administration coloniale.

Les boulangers et pâtissiers antillais ne sont pas tous des gens pauvres mais ils ont raison de ne pas accepter d'être écrasés par une grosse société française. Et en se mobilisant le mardi 21, ils ont montré qu'ils ne sont pas décidés à perdre la partie quels que soient les atouts que cette société a en haut lieu.

## GRÈVE DES POMPISTES

## **EN MARTINIQUE**

Après avoir vainement tenté de négocier avec les pouvoirs publics et les producteurs d'essence, les petits détaillants pompistes ont décidé d'une grève illimitée de la distribution.

C'est là encore une conséquence de l'arrogance d'une administration qui fait la sourde oreille aux revendications de toutes les catégories populaires. La préfecture est avertie depuis plusieurs mois du problème qui existe au niveau des pompistes. Ceux-ci ont à plusieurs reprises averti le public qu'ils ne pouvaient accepter les conditions de tarification de l'essence compte tenu que la température élevée entraînait une augmentation de volume des produits pétroliers et donc une perte pour eux au niveau de la tarification. C'est-à-dire que ce qu'ils paient correspond en réalité à une quantité de produit moins grande du fait de l'augmentation dûe à la dilatation des

La préfecture a fait la sourde oreille et même tenté de ridiculiser les pompistes. Lors du changement de direction à la tête du syndicat des pompistes, le nouveau président avait déjà dit que si on ne les écoutait pas ils feraient grève de distribution

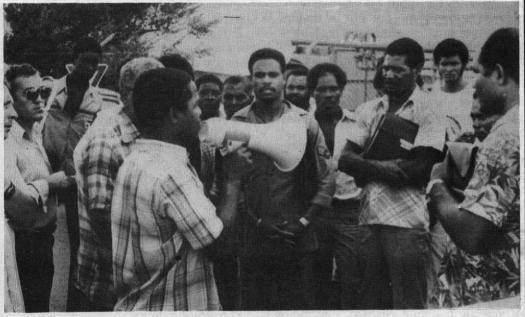
Il est donc tout à fait inadmissible que la préfecture fasse aujourd'hui retomber la responsabilité d'un mouvement qui gène les usagers sur les pompistes euxmêmes. C'est l'imprévoyance et l'arrogance de l'administration envers tous ceux qui revendiquent qui sont responsables du blocage d'aujourd'hui.

Bien sûr, tous les distributeurs d'essence ne sont pas à plaindre mais ce sont surtout les petits pompistes, les gérants de station qui en ont assez de travailler pour enrichir les actionnaires de la SARA

D'autant qu'ils savent bien que les prix élevés auxquels sont vendus le gaz et l'essence aux consommateurs ne les enrichissent pas eux mais bien les propriétaires de la raffinerie et les importateurs.

Les consommateurs à qui l'administration ne cesse de raconter des bobards ne se laisseront pas prendre dans les contes de la préfecture. Ils savent bien que producteurs, importateurs, raffineurs sont les principaux protégés de l'Etat qui ne leur refuse jamais un service.

## MARTINIQUE. MENACES DE LICENCIEMENTS DANS LES GARAGES LES TRAVAILLEURS NE VEULENT PAS SE LAISSER FAIRE.



Travailleurs des garages lors d'une greve

Le mécontentement gronde parmi les travailleurs des garages de Martinique depuis que les bruits de licenciements massifs courent. Ces bruits sont d'ailleurs confirmés car d'après le syndicat CGTM des garages, il y aurait près de 350 licenciements prévus si on s'appuie sur le nombre de dossiers de licenciements déposés par les entreprises.

Il faut savoir que la Martinique compte environ 1800 travailleurs des garages. Ceux-ci se répartisent dans une dizaine de grands garages comptant environ 100 travailleurs chacun. Ils appartiennent en général à de riches békés qui ont la mainmise sur les importations d'automobiles.

Il reste que les 800 autres travailleurs se répartissent entre les 320 garages moyens et petits. La plupart de ceux-ci sont plutôt tournés vers les réparations que la vente de voiture qui reste l'affaire des « gros ».

Ce sont ces « gros » qui poussent au licenciement. Ils prennent prétexte des restrictions de l'importation japonaise décidée par le gouvernement pour crier à la famine. Or, rien de concret n'a encore été fait pour restreindre l'entrée des voitures japonaises que déjà les patrons procèdent à des licenciements. Selon M. Pierre-Charles, représentant de la

CGTM-Garages, les ventes de voitures Datsun pour le garage d'Aubéry (SIGAM) ont doublé en 1980. Et en plus, le même garage vend aussi des voitures européennes. Les affaires des importateurs automobiles ne vont donc pas si mal que cela. Ont-ils embauché du personnel supplémentaire ou augmenté les salaires dans les mêmes proportions que leurs bénéfices ? Non, bien sûr!

Mais à la moindre occasion ils sont prêts à faire supporter aux travailleurs les frais de la réorganisation de leurs affaires.

Mais les travailleurs des garages ne l'entendent pas ainsi. Ils ont présenté leurs revendications :

revalorisation des salaires,

22 mai chômé et payé,

 13e mois pour les garages qui ne l'ont pas encore.

Ils refusent les licenciements.

La seule voie pour contraindre les patrons à reculer, c'est réellement de les prendre à la gorge. Et dans le cas des garages, si leurs entreprises sont arrêtées par la grève, on les verra revenir sur leur volonté de licencier. Les travailleurs des garages ont montré l'an passé qu'ils étaient capables d'une grande détermination dans la lutte. Cette fois encore ils pourront faire reculer les patrons.

## Martinique VERS UNE GREVE

## DANS LE BATIMENT

Va-t-on vers une grève des ouvriers du bâtiment en Martinique ?

Les patrons ont l'air de ne pas vouloir répondre aux revendications présentées par les syndicats du bâtiment.

Une assemblée générale des ouvriers du bâtiment est prévue pour le jeudi 23 avril. Elle devra décider de la suite à donner à la lettre expédiée aux patrons du bâtiment.

Remarquons que les patrons proposent une augmentation dérisoire de 4 % alors que les ouvriers ont posé comme revendication 18 % tout de suite.

Nous publions ci-dessous la lettre expédiée par le syndicat aux patrons : « Monsieur le Président,

Considérant votre refus catégorique de prendre en compte notre revendication d'augmentation de salaires de 10 % à valoir sur l'année 1981, avec une nouvelle rencontre au 1er septembre 1981, d'une part, d'autre part, votre contreproposition de 4 % avec une prochaine rencontre au 1er juillet 1981, ayant été rejetée par l'assemblée générale unanime des ouvriers du Bâtiment, des Travaux Publics et Annexes de Martinique réunie le 15 avril 1981.

Les organisations syndicales soussignées ont l'honneur de vous présenter les nouvelles propositions décidées par cette même assemblée générale, à savoir :

18 % d'augmentation en une seule fois pour l'année 1981.

Sans réponse positive de votre part le jeudi 23 avril 1981, au plus tard, l'intersyndicale considérera votre position comme un refus, et les ouvriers entreront en grève non limitée à compter de cette date.

Nous vous prions de considérer la présente comme un préavis.

Recevez, Monsieur le Président, nos salutations distinguées ».

CGTM

DERNIÈRE HEURE

### GRÈVE DANS LE BÂTIMENT EN MARTINIQUE

Après l'échec des pourparlers entre syndicats et patronat, les ouvriers du bâtiment de Martinique ont décidé de faire grève pour obtenir 18 % d'augmentation de salaire pour 81.

La grève est dirigée par les syndicats CDMT, CGTM et CSTM.

# ECHOS DES ENTREPRISES RACISME CHEZ CAMELEC (MARTINIQUE). Il faut mettre au pas les racistes blancs.

Après les chéfaillons, Lafille qui montre son arrogance et son racisme envers les ouvriers en les traitant de « sales nègres », Garcia autre chef blanc qui joue les rapporteurs et qui dénigre les ouvriers, c'est au tour de Debibicof, le directeur de la Camelec de montrer son mépris envers les travailleurs et son racisme envers les Noirs. Il leur fait faire des travaux qui n'ont rien à voir avec leur qualification professionnelle.

Par exemple, un électricien avec 5 ans de service se voit obligé de faire les poubelles et de nettoyer devant la maison du directeur ou de couper le gazon.

Il n'y a pas à s'y tromper, Lafille, Garcia et Debibicof sont des racistes. Les Noirs qui travaillent à Camélec comme le reste de la population ne doivent pas tolérer un seul jour de plus de tels agissements racistes des Blancs.

Il se trouvera certainement des Noirs pour leur faire rentrer dans la gorge leur racisme le plus vite possible.

## COMMUNIQUÉ

La presse guadeloupéenne en parle. Votre journal Vidéo avec l'actualité guadeloupéenne. Les informations filmées que vous ne pouvez voir ou entendre ailleurs : POLITIQUE - SPORT, etc.

Contactez : FAISANS Georges 36, rue Sainte Anne. Le Raizet. Abymes. Tél : 83.37.27.

... un film de qualité a été réalisé sur les récents évènements : meetings de solidarités avec les emprisonnés, grève générale, affaire William, etc.

A ce sujet contactez Georges Faisans. Tél : 83.37, 27.

# TRAVAILLEURS DE COCA COLA EN GRÈVE DEPUIS SIX SEMAINES.

Depuis le 6 mars, les travailleurs des établissements de Jaham (Coca Cola, Sagba, Socrema) à Jarry sont en grève. Ils réclament une prime de fin d'année, une prime d'ancienneté et une prime de transport. Les négociations sont actuellement en cours, mais De Jaham refuse avec arrogance, depuis le début de la grève de céder. Il a même à plusieurs reprises fait appel aux CRS et aux gendarmes pour tenter de réprimer les travailleurs.

Le 14 avril dernier par exemple, ces forces de répression étaient là depuis quatre heures du matin pour protéger quelques vendeurs libres de glace et de soda qui, à l'appel de De Jaham étaient venus se servir aux dépôts. On fut très près ce jour-là de l'affrontement. Mais en définitive, ce furent les flics qui s'en allèrent.

Aujourd'hui après six semaines de grève, les travailleurs de Coca-Cola tiennent bon. Ils ont été organisé plusieurs manifestations en ville et ont fait connaître leur lutte.

Ils savent que face à un patronat béké aussi arrogant que la gent De Jaham et Cie, seule la détermination et la lutte sont payantes à la longue. De Jaham peut payer, il doit céder.

### MEETING DE SOUTIEN AUX EMPRISONNÉS

Jeudi 30 avril à Port-Louis : meeting organisé par l'ensemble des organisations anticolonialistes et le comité des parents et amis des emprisonnés. A 1 8 h 30 à la cantine scolaire.

## **ABSTENTION MASSIVE**

pays! Car ceux qui y possédent de quoi vivre bien et qui décident de tout sont des gens qui viennent de 7000km de France. Ceux qui possédent tout ou presque tout sont tous des Blancs, ceux qui administrent et décident — les chefs, les administrateurs, les responsables économiques, ceux de l'éducation, du tourisme sont tous des Blancs.

Les Noirs, les membres de la population, eux sont exilés en puissance, attendant l'occasion de partir. Oui nous sommes tous des exilés d'aujourd'hui ou ceux de demain. Nous sommes des étrangers dans notre propre pays!

Et cela c'est le résultat de la politique de l'administration sous de Gaulle et Pompidou puis sous Giscard depuis 23 ans.

Nos pays sont plus que jamais mis en coupe réglée par quelques sociétés françaises et par quelques affairistes récemment débarqués.

Les Antilles sont une terre de plaisir, de loisir et de profit pour quelques uns et une terre qui fait fuir ses enfants.

Les grosses sociétés du transport de la construction du commerce et du tourisme ont la mainmise sur nos pays. Ceux de l'immobilier commencent à s'y installer. Toutes les banques sont devenues des succursales de banques internationales.

L'assimilation que nous a apportée

Suite de l'éditorial.

Giscard, sa « départementalisation économique » n'ont été que la voie qui a aggravé encore l'emprise du capitalisme international et français sur les Antilles.

Désormais, les représentants de l'administration coloniale peuvent se vanter d'avoir réussi : la principale « ressource » des Antilles vient de l'assistance. Nous sommes désormais tout à fait dépendants de l'extérieur et du bon vouloir de cette administration!

Mais tous ces plans et toutes ces réalisations, n'ont pas empêché que se cristallise durant ces années un puissant mécontentement qui a pris une forme violente au cours de l'année précédente.

Des Antillais montrent de plus en plus clairement qu'ils n'acceptent pas sans lutter la mainmise de la France coloniale sur leurs îles.

Perquisitions, matraquages, arrestations de militants anticolonialistes n'ont pas mis fin aux luttes anticolonialistes dans le passé, elles n'y mettront pas fin aujourd'hui. Les coups de l'administration coloniale trempent les militants et indignent la population. Celle-ci cherche elle-même comment faire passer son mécontentement et souvent s'en prend déjà aux formes visibles de la domination blanche.

L'administration a beau réprimer, arrêter, elle ne parvient pas à étouffer

un sentiment populaire qui monte pour revendiquer le droit à la dignité, le droit de vivre et travailler et celui de décider dans son propre pays.

Ce sentiment les travailleurs, les Noirs pauvres dans leur grande majorité pourront lui donner une consistance et une expression visible en refusant de voter le 26 avril et le 10 mai

Si l'abstention est massive lors de ces élections, cela constituera un cinglant démenti et un éclatant camouflet aux arrogants qui ne cessent de se réclamer de nos sentiments à nous Antillais pour justifier leur politique éhontée de domination et de mépris des populations antillaises.

Le 26 avril ! Tous sur les plages ! Pour être ensemble loin des bureaux de vote ! Appelez parents et amis, camarades de travail à refuser de voter ce jour-là !

Il est possible par une abstention massive de donner un sérieux avertissement au pouvoir colonial et de montrer nos réels sentiments :

- contre le chômage,

- contre l'exil en France,

 contre la mainmise blanche sur nos pays !

ABSTENTION MASSIVE LE 26 AVRIL!

PAP le 22 avril 1981.

## PREMIER MAI, CRIONS NOTRE ASPIRATION À LA DIGNITÉ SUITE DE LA PAGE 1

blanc sentant son autorité menacée, réprime dans toutes les directions. Les gardes-à-vue et les arrestations sont maintenant quotidiennes. Grèves et manifestations attirent inévitablement l'intervention des flics, équipés, armés pour briser le mécontentement populaire.

Le complot politique monté contre nos camarades Maugée et Beaujour, emprisonnés depuis plus d'un mois montre à quoi en est réduit une administration régulièrement contestée et ridiculisée lors des procès qu'elle a même provoqués.

Le premier mai 1981 sera marqué par cette aspiration à la dignité qui grandit et se renforce aux Antilles. Elle devra se voir, sur les pancartes et les banderoles des manifestants. Elle devra s'entendre dans leurs cris, et dans leurs mots d'ordre

Alors, le premier mai, manifestons notre mécontentement, et notre volonté de lutte. Rejoignons massivement les manifestations en criant :

- CONTRE LE RACISME OFFICIEL!

NOU VLÉ VIV EN PAYS EN NOU!
 CONTRE LE POUVOIR BLANC
COLONIALISTE ET BACISTE!

COLONIALISTE ET RACISTE !

— NOU PA VLÉ BLAN GOUVÈNÉ NOU

 POUR UN ÉTAT DES NOIRS PAU-VRES INDÉPENDANT DES BLANCS ET

DES RICHES.

LONDRES : NOUVELLES ÉMEUTES.

## LES NOIRS FONT ÉCLATER LEUR COLÈRE CONTRE LE RACISME.



De nouvelles bagarres ont éclaté à Londres entre les jeunes Noirs Antillais et la police depuis lundi dernier.

Après les émeutes de Brixton le weekend précédent, ce sont trois autres quartiers de Londres qui ont été le théâtre d'affrontements violents entre les jeunes Noirs et les Bobbies (les policiers de Londres). Une cinquantaine de policiers ont été blessés et près de cent Noirs arrêtés.

Les affrontements les plus importants se sont déroulés à Finsbury Park où près de 300 jeunes Jamaïcains ont lancé des briques, et des bouteilles sur les forces de répression britanniques. Mais à Ealing et à Wanstead aussi plusieurs centaines de jeunes Antillais ont laissé éclater leur colère.

Les jeunes Antillais de Londres comme tous les émigrés en général, noirs ou pakistanais, sont de plus en plus excédés du racisme qu'ils subissent en Angleterre. Victimes du chômage en une proportion bien plus importante que les blancs, contraints à vivre dans des conditions misérables, dans des quartiers qui deviennent de véritables ghettos, les Antillais ne peuvent supporter que en plus, ils soient l'objet de contrôles policiers constants, humiliants.

La présence en nombre très important de policiers dans ces quartiers constitue un véritable défi et une provocation envers les jeunes noirs de Brixton ou d'autres quartiers noirs.

La révolte des jeunes noirs antillais émigrés en Angleterre, est le signe qu'ils ne sont pas décidés à accepter le racisme et la misère dont seul le colonialisme britannique est responsable.

NOS CAMARADES BEAUJOUR ET MAUGÉE TOUJOURS EMPRISONNÉS

À BAS LA MACHINATION POLICIÈRE!

LIBÉREZ NOS CAMARADES!

EXIGEONS TOUS LEUR LIBÉRATION IMMÉDIATE!

## QUAND GISCARD VEUT AMENAGER L'INCURIE

Dans une interview au journal Antilles-Afrique, le candidat Giscard, peu avare en promesses, (ça ne coûte rien) en progigue donc un certain nombre à l'égard des Antillais et des Guyanais.

Mais il se garde bien de promettre des emplois (terrain dangereux s'il en est)...

Non, prudemment, Giscard ne promet que d'aménager le « Bumidom », c'està-dire l'organisme qui sert à faire émigrer la jeunesse des Antilles-Guyane sans emploi.

Il déclare : « les antennes du Bumidom seront renforcées dans chacun des DOM pour conseiller et aider ceux ou celles qui sont désireux de venir en métropole. Dans une quinzaine de régions françaises le Bumidom aura des agents tout particulierement chargés de trouver des emplois et de placer les candidats. Les moyens des stages de formation seront augmentés, etc. ». Voilà donc une émigration bien organisée, bien adaptée! Puisque l'on ne peut trouver du travail dans son propre pays et puisque comme Dijoud l'affirme il faut bien que les jeunes antillais se résignent à passer dix à quinze années de leur vie en France, eh bien voilà, le Bumidom est là avec ses antennes et ses structures d'accueil... en somme, vers une nouvelle génération d'émigrés heureux...

Et Giscard de poursuivre... « Ils (les Antillais) sont venus en métropole de la même façon que les Auvergnats ou les Bretons quittent leur région d'origine pour aller travailler sur d'autres parties du territoire national »...

... A la différence près que les Antillais et Guyanais sont noirs et qu'ils viennent de 7000 kms.

Et les conséquences de cette « petite différence », il y a bien des émigrés noirs antillo-guyanais en butte au racisme quotidien et aux discriminations de toutes sortes qui pourraient en témoigner.

#### COMBAT OUVRIER-

Responsable de publication : G. BEAUJOUR

Adresser
toute correspondance:
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728